

Un livre sur les conditions de survie de l'économie occidentale

Autor(en): **Oulès, Firmin**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **20 (1962)**

Heft 1

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-135486>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un livre stimulant sur les conditions de survie de l'économie occidentale

Firmin Oulès

professeur à l'Université de Lausanne

Les éditions « Penguin Books », très populaires dans les pays de langue anglaise, viennent de lancer une série spéciale consacrée aux problèmes économiques et sociaux. Parmi les volumes de cette série figure *The Stagnant Society, A Warning*, de Michael Shanks, qui a paru fin juillet 1961 et a rencontré un succès retentissant. En un mois, 30.000 exemplaires ont été vendus. La vente élevée de ce livre économique est entièrement justifiée. Car il met à la portée de chaque lecteur de culture moyenne les problèmes qui se posent en Grande-Bretagne. Du reste, un certain nombre de ces problèmes sont à peu près les mêmes dans beaucoup de pays occidentaux.

La matière de ce livre est concrète. Il s'appuie d'abord sur les faits. Les idées qui se dégagent de ceux-ci sont exprimées d'une manière très claire et sont logiquement enchaînées, de telle sorte que la plupart des conclusions s'imposent par leur pertinence et leur évidence. Il s'agit donc d'un ouvrage excellent. Il est assez court comme le sont les volumes de la collection Penguin. Mais il est dense par la matière traitée et par la pensée exprimée.

Le verso de la couverture donne des indications sur l'auteur. C'est son premier ouvrage. Il s'agit donc d'un coup d'essai qui est réellement un coup de maître. Cependant, l'auteur n'est pas un débutant. Quoique assez jeune encore, après avoir collaboré à l'*Economist* de Londres et à plusieurs journaux, il est « industrial editor » au *Financial Times* depuis 1957. M. Shanks étudie depuis longtemps les questions économiques et sociales de son pays. Il a donné dans la *Revue économique et sociale* de juillet 1958 un article prophétique sur « La Grande-Bretagne et la Zone de libre-échange » ; les facteurs favorables à l'intégration européenne de son pays qu'il y avait esquissés se sont renforcés toujours davantage et ont décidé la Grande-Bretagne à demander, en principe, son admission au Marché commun.

M. Shanks a voyagé dans tous les pays d'Europe, des deux côtés du rideau de fer, et aux Etats-Unis. Il participe à de nombreuses émissions radiophoniques et télévisées en Grande-Bretagne. Comme il l'indique au début du premier chapitre, c'est d'ailleurs la comparaison des deux côtés du rideau de fer qui l'a incité à écrire ce livre.

Au début de la préface, il avertit le lecteur que son livre décrit « ce qui lui semble être un danger à venir plutôt qu'un danger présent ». Il s'agit d'un livre de critique, car l'auteur « croit que notre système souffre de maux sérieux et qu'il est urgent de le remettre sur la bonne voie ».

Certes, cette étude critique vise spécialement la situation économique et sociale de la Grande-Bretagne d'aujourd'hui.

Mais les enseignements qui résultent de cette analyse s'appliquent aussi à l'économie des autres pays occidentaux. Si les maux ne sont pas toujours les mêmes, les autres pays occidentaux risquent de se trouver dans quelques années devant les mêmes difficultés que l'économie britannique à moins qu'ils ne réagissent à temps. En effet, l'économie

britannique est une des plus évoluées de l'Europe en raison de l'avance que ce pays avait déjà dans l'industrialisation à la fin du XVIII^e siècle et surtout au cours du XIX^e siècle. Certes, au XX^e siècle son développement économique s'est ralenti. Aujourd'hui, certaines parties de l'équipement britannique ont besoin d'être rénovées, notamment les chemins de fer. Mais, en Europe, la Grande-Bretagne a la densité la plus grande de maisons individuelles d'habitation, de téléviseurs, de salles de bains, de frigorifiques, etc. Sa densité automobile vient immédiatement après celles de la Suède et de la France. Donc, les problèmes économiques que la Grande-Bretagne doit présentement résoudre intéressent également les autres pays très industrialisés qui, dans quelques années, vont manquer de débouchés pour les biens de consommation durables au prix du marché comme c'est le cas aujourd'hui aux Etats-Unis plus encore qu'en Grande-Bretagne. Pour ces raisons majeures, ces deux pays ont un taux très bas de croissance ainsi que je l'ai indiqué déjà dans le numéro de janvier 1961 de cette revue (p. 57 et 64-65).

En second lieu, les problèmes sociaux et notamment les problèmes syndicaux et agricoles que la Grande-Bretagne doit résoudre se posent déjà et se poseront toujours davantage dans quelques années à peu près de la même manière pour beaucoup de pays industrialisés du Continent.

Enfin, ce livre intéresse les Occidentaux encore pour une autre raison. La Grande-Bretagne ne pourra facilement entrer dans le Marché commun que si elle arrive à résoudre convenablement un certain nombre de problèmes économiques et sociaux. Or, il y va de l'avenir de l'économie occidentale que l'intégration économique de l'Europe puisse être étendue à la Grande-Bretagne et aux autres pays de l'Association européenne de libre échange. Si la préparation de la planification de l'économie par le gouvernement MacMillan se poursuit favorablement, elle contribuera à faciliter cette intégration.

Pour ces divers motifs, il est intéressant d'analyser les principales idées de ce livre qui est de grande actualité.

La compétition Est-Ouest et le problème de la croissance de l'économie

Le premier chapitre envisage le défi que l'Est a lancé à l'Occident. C'est un voyage au-delà du rideau de fer qui a fait concevoir ce livre à M. Shanks. Ce qui l'a frappé le plus entre les deux mondes situés de part et d'autre du rideau de fer, c'est l'insouciance du monde occidental et le caractère sérieux de l'organisation des pays de l'Est. Etant donné l'importance toujours plus grande de la compétition économique entre l'Est et l'Ouest, il convient de citer les principaux passages dans lesquels M. Shanks pose, d'une manière excellente, après son retour de Bulgarie, ce problème capital (p. 15-17):

« Comme dans tous les pays communistes, la vie en Bulgarie est dominée par la conception du Plan. Tous les aspects de la vie publique dépendent de lui. Cette concentration des efforts conduit à une aridité et à un manque de diversité qui, je suppose, peuvent devenir étouffants si l'on y vit trop longtemps. Pourtant, dans cette uniformité, dans cette discipline de la société en vue d'atteindre certains objectifs d'ordre social et économique, il y a en même temps quelque chose de décent, d'honnête et de stimulant. Quoi que ce soit qui puisse lui manquer, cette société donne un sens à l'existence. A l'égard de l'Ouest, ceci fait sa grande force.

» Je pense que nous ne comprendrons rien au communisme si nous n'apprécions pas l'importance du Plan en tant que moyen de conférer un sens à la société. A l'Ouest,

nous sommes hantés par une vision enfantine du communiste, qui est considéré comme étant essentiellement destructif et iconoclaste, diablement subtil mais tout à fait dépourvu de sens moral: une sorte de jésuite de l'antéchrist. Mais le fonctionnaire communiste moyen de Russie et d'Europe orientale est un homme prosaïque, d'une intelligence et d'une imagination limitées; la grande majorité des gens est strictement honnête et d'une moralité presque puritaine. Ce sont là les personnes qui donnent le ton à la nouvelle Sparte de l'Est: terne, laborieuse, ayant la phobie de l'isolement, mais en même temps disciplinée et animée d'un idéal. Le fait que cet idéalisme est maintenant orienté vers une fin strictement matérialiste, un niveau de vie plus élevé, n'est pas en cause.

» A cette Sparte nous opposons notre Athènes — riche, excitante, pleine de vie et de vigueur, mais apparemment incapable de concentrer son énergie sur un modèle social constructif. L'objectif que les habitants désirent atteindre en suivant leurs intérêts privés ou fragmentaires est seulement incidemment consacré à l'amélioration directe de la société... Je venais d'un pays où tous les efforts — imparfaits toutefois — ont été déployés pour construire le socialisme. Par contraste, en Angleterre, aux Etats-Unis, en France et en Allemagne, tous les journaux étaient remplis de conflits sociaux: transmission de pouvoirs, conflits de travail, assassinats, crimes sexuels, scandales politiques. Je fus choqué d'y reconnaître le visage de notre société. C'était plutôt comme un homme qui le matin scrute son visage dans un miroir après avoir fait la noce pendant toute une nuit.

» Dans l'avion, en rentrant, je m'efforçais de considérer notre société occidentale — ma société — en tant que spectateur impartial... Dans tout ce qui donne un prix à la vie et vaut la peine de la vivre, la démocratie occidentale a le dessus sur le communisme. Mais ceci n'assurera pas sa survie. A tous égards, Athènes était une société plus fine que Sparte, mais elle n'a pas emporté la victoire. Elle a perdu parce qu'elle a gaspillé ses talents dans des luttes fratricides et dans la frivolité, alors que Sparte ménageait les siens et les épurait avec la même continuité et la même force que le fait le communisme soviétique avec tous ses défauts.

» A des degrés différents, le monde occidental a besoin d'un nouveau dynamisme, d'un nouveau but social. Il n'y a pas de véritable raison pourquoi cela devrait être ainsi. Les deux Allemagnes — et surtout les deux Berlins — montrent que dans certains cas, c'est plutôt l'Est et non pas l'Ouest qui manque d'un but social. Mais malheureusement ce n'est qu'une exception...

» Je vais montrer comment nous pouvons aménager nos ressources pour faire face à la compétition d'autres systèmes dans le cadre social, politique et économique que nous avons de nos jours. Je ne veux pas proposer une panacée, mais suggérer seulement une voie sur laquelle nous devrions essayer d'avancer.

» Cette voie tend vers deux objectifs. Le premier consiste à améliorer notre économie de manière à obtenir le même taux de croissance que d'autres pays occidentaux. Le second objectif est d'égaliser les taux de croissance plus rapides des pays communistes. Ce sont là des objectifs économiques. Mais c'est en termes économiques que la compétition des pays de l'Est est surtout engagée. Heureusement pour nous tous, notre guerre du Péloponèse implique plutôt l'usage de socs de charrues que d'épées. Laissons ceci ainsi, mais assurons-nous que nous allons gagner. Dans le conflit des idéologies, les socs de charrues peuvent être des armes meurtrières. »

Ceux qui ont lu les articles que j'ai publiés dans la *Revue économique et sociale* sur le même sujet (« Problèmes économiques et politiques de survie de l'Occident » dans le numéro de janvier 1961, et « Les impératifs économiques du progrès technique » dans

le numéro spécial d'août 1961) constateront que, sans nous être concertés, M. Shanks et moi-même, nous voyons le problème de la coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest selon la même optique.

Il en va de même lorsque M. Shanks traite du défi économique que l'Est a lancé à l'Ouest, soit en ce qui concerne les pays sous-développés, soit en ce qui touche la croissance industrielle des économies avancées des deux blocs rivaux.

En ce qui concerne le tiers monde, M. Shanks fait remarquer qu'il est fallacieux de présenter le problème seulement sous l'angle statistique des fonds octroyés et des crédits avancés aux pays sous-développés par l'Est et l'Ouest. Entre 1954 et la fin de 1959, les pays du bloc de l'Est ont accordé sous forme de dons et prêts 850 millions de livres sterling aux pays du tiers monde, tandis que les pays de l'Ouest (au premier rang desquels viennent les Etats-Unis) leur ont octroyé depuis la Seconde Guerre mondiale plus de 25.000 millions de livres sterling, dont 80 % de dons directs.

L'action soviétique en faveur des pays sous-développés s'est effectuée sous une forme intermédiaire entre le commerce et l'aide proprement dite. La méthode préférée a été celle des prêts à long terme pour une durée de douze ans ou plus à des taux d'intérêt très bas. Ces prêts ne peuvent être utilisés qu'à des achats de marchandises soviétiques. Ils sont remboursables aussi bien en nature qu'en monnaie. Cette modalité les a rendus attrayants aux pays producteurs de matières premières dont les exportations à destination des pays de l'Ouest souffraient de la baisse des prix entre 1951 et 1958. Ces prêts étaient une occasion merveilleuse de déverser sur un seul acheteur complaisant une récolte qui autrement aurait été invendable. M. Shanks écrit fort judicieusement: « Si, à l'Ouest, nous n'aimons pas ce procédé, nous devrions envisager d'ouvrir plus librement nos marchés à des importations de marchandises provenant des pays sous-développés. »

M. Shanks pense que, pour l'Ouest, l'aide soviétique aux pays du tiers monde présente les dangers suivants: 1. les pays de l'Est pourraient enlever aux Occidentaux des débouchés extérieurs; 2. les Soviétiques apparaissent à ces pays comme le père Noël et peuvent ainsi gagner la sympathie des pays non engagés et les attirer ainsi dans leur orbite; 3. les agents soviétiques pourront s'infiltrer dans ces pays à titre d'experts ou de techniciens.

En ce qui concerne la compétition économique directe entre l'Est et les pays industrialisés de l'Occident, M. Shanks pose pertinemment le problème sur le terrain où il convient de le placer: celui de la comparaison des taux de croissance des économies en compétition. Il écrit fort justement à cet égard (p. 24-26):

« Durant sept ans, entre 1953 et 1960, la production a augmenté de 91 % en Russie soviétique. Durant la même période, aux Etats-Unis, la production s'est élevée de 16 %, en Grande-Bretagne de 21 % et en Suède de 23 %. La moyenne mondiale a été de 30 %. La plupart des autres pays du bloc communiste ont obtenu des augmentations aussi élevées ou presque que l'URSS. Quelques pays en dehors du bloc communiste ont presque obtenu le même taux de croissance et un ou deux pays l'ont dépassé. Le Japon, par exemple, a augmenté sa production industrielle de 108 % durant ces sept ans. A l'exception de la Belgique, les six pays du Marché commun ont dépassé même la moyenne mondiale. L'Allemagne a atteint 62 %, suivie par l'Italie avec 58 %, la France avec 52 % et les Pays-Bas avec 39 %.

» Que montrent ces chiffres ?

» Ils montrent tout d'abord que les économies du bloc communiste avancent plus rapidement que celles des pays de l'Ouest.

» En même temps, l'expérience japonaise montre qu'il n'est pas nécessaire qu'une économie soit communiste pour atteindre un taux de croissance favorable (quoique le Japon bénéficie de certains avantages particuliers, notamment de ressources abondantes en main-d'œuvre et de relations spéciales avec les Etats-Unis).

» En troisième lieu, les chiffres précités montrent que, dans le monde occidental, ce sont les pays anglo-saxons — l'Angleterre et l'Amérique — qui se trouvent en arrière. C'est pour nous que le problème de la croissance est le plus aigu. Les Américains sont devenus très conscients de la nécessité d'expansion ainsi que le montre l'élection du président Kennedy en automne 1960. Au même moment, de l'autre côté du Pacifique, M. Ikeda, premier ministre japonais, a gagné l'élection en promettant de doubler le niveau de vie de son peuple dans l'espace de dix ans. Cet objectif est deux fois et demie supérieur aux prévisions les plus optimistes qui ont été faites par un homme britannique depuis la guerre!

» Lorsqu'il fut chancelier, M. Butler laissait entendre que, si tout allait bien, la Grande-Bretagne pouvait arriver à doubler son niveau de vie en vingt-cinq ans. Même si nous pouvons y parvenir — ce qui n'est nullement certain — ce sera une réalisation plutôt modeste par rapport à celle d'autres pays.

» Si nous comparons notre production au niveau d'avant-guerre, le résultat est encore plus lamentable. Entre 1938 et 1957, aux Etats-Unis, la production s'est accrue de 129 %, celle de l'Allemagne était en 1957 de 120 % de plus qu'en 1936. L'augmentation de la production soviétique était considérablement plus élevée. Durant la même période, la production de la Grande-Bretagne ne dépassait pas 35 %. Pour l'ensemble de l'Europe occidentale (y compris la Grande-Bretagne) l'augmentation était de 59 %.

On voit que les conclusions de M. Shanks sont semblables à celles de M. Manoussos à la fin de son livre: *Inflation, croissance et planification*.

Après avoir indiqué les réserves que soulèvent les comparaisons des taux de croissance entre pays, et notamment entre ceux de l'Est et de l'Ouest, M. Shanks écrit (p. 26-27):

« Mais l'opinion générale des experts est que, dans les années 1950, le revenu national soviétique augmentait de presque 8 % par an comparé à 3,3 % aux Etats-Unis et à 2,2 % en Grande-Bretagne. Les taux de croissance des pays du Marché commun étaient bien plus convenables. En France, le taux annuel de croissance était de 4,3 %, aux Pays-Bas de 4,5 %, en Italie de 5,5 %, en Allemagne de 7,4 %. En ce qui concerne ces chiffres, la croissance de l'Allemagne fédérale se rapprochait le plus de celle de la Russie. Mais ce n'est peut-être pas un trait caractéristique, car durant les premières années de la décennie, l'Allemagne traversait une période de redressement économique maximum après la désorganisation résultant de la guerre. En tout cas, ces chiffres sont peu réconfortants pour nous autres Britanniques. Peu importe la façon d'interpréter ces chiffres. *Dans les pays communistes, le taux de croissance est à la fois plus rapide et plus régulier.* Durant ces années favorables, quelques pays occidentaux ont pu égaler et même surpasser le taux de croissance soviétique, mais ils ont tendance à avancer plutôt par bonds. A l'intérieur du monde occidental, une disparité énorme existe entre les pays à croissance rapide tels que l'Allemagne et le Japon et les pays à croissance ralentie comme l'Amérique et la Grande-Bretagne. Si nous pouvions seulement atteindre le taux de production de l'Allemagne, nous accomplirions déjà quelque chose, même si nous restions encore derrière la Russie. En ce moment, nous sommes presque en queue. »

Ainsi, M. Shanks pose le problème de la compétition économique entre l'Est et l'Ouest sur les mêmes bases que M. Georges Manoussos dans l'ouvrage précité.

Certes, M. Shanks reconnaît les inconvénients majeurs de la planification bureaucratique appliquée par les pays de l'Est: « Le manque de souplesse et d'initiative, le sacrifice de la qualité en faveur de la quantité, l'absence d'une méthode rapide et sûre — par suite du défaut du mécanisme des prix — permettant de savoir quels articles le consommateur désire réellement, le gaspillage fantastique qui semble inséparable de l'application d'un plan bureaucratique, les résultats faibles obtenus par l'agriculture; tous ces défauts sont réels et énormes. »

Mais aussitôt après il pose la question fondamentale qu'il convient d'élucider: « Comment se fait-il qu'en dépit de cette surcharge d'inefficience le monde soviétique puisse encore progresser plus vite que nous?.. .Pouvons-nous permettre que le monde soviétique continue à s'enrichir plus vite que nous-mêmes? » (p. 28).

« Devant le monde, les deux systèmes se confrontent pour savoir lequel des deux pourra s'enrichir le plus rapidement et lequel pourra utiliser plus efficacement ses ressources pour promouvoir le bonheur et le bien-être de ses citoyens. Aux taux actuels de croissance, on peut prévoir un point sur le graphique où la production soviétique par tête d'habitant va dépasser la nôtre malgré que nous fussions en tête au départ, malgré le fait que, comme je le crois, notre système économique est mieux agencé pour garantir la meilleure utilisation des ressources et la plus grande satisfaction du consommateur. Comment pouvons-nous écarter ce danger en réalisant pour nous-mêmes le même taux de croissance que les pays du bloc soviétique et que quelques-uns — mais peu — des pays occidentaux avancés ont déjà obtenu? En d'autres termes, comment pouvons-nous organiser plus efficacement notre système économique? »

M. Shanks fait remarquer que le problème de la compétition Est-Ouest ne se pose pas seulement sur le plan économique mais aussi sur d'autres terrains aussi importants. C'est pourquoi il écrit (p. 28):

« A beaucoup de lecteurs, ceci paraîtra sans doute une vulgarisation grotesque du grand conflit spirituel de notre temps. Certes, il y a des choses plus importantes que l'enrichissement et l'efficacité économique. Certes, les vraies valeurs de l'Occident consistent dans son héritage spirituel de liberté, d'amour de Dieu, et dans le respect de la vérité. N'est-ce pas plus important d'entretenir ces valeurs plutôt que d'augmenter le niveau de vie? »

A cette objection, il répond par les deux arguments suivants (p. 28-29):

« Tout d'abord les valeurs spirituelles ne sont pas incompatibles avec le progrès matériel. En effet, la meilleure justification pour faire avancer le progrès matériel est de protéger cet héritage pour nous-mêmes et de l'étendre ensuite avec davantage de plaisir à d'autres.

» En second lieu, je crois qu'il est vrai du point de vue historique que l'esprit de l'homme est plus fécond dans l'abondance que dans la pauvreté. C'est une illusion de croire que les nations comme les individus s'ennoblissent par la pauvreté et l'austérité. En général, c'est le cas inverse. Une société appauvrie aura tendance à faire naître l'intolérance, la répression, la mesquinerie et l'insensibilité à l'égard des valeurs culturelles et esthétiques. Tout au long de l'histoire, il y a très peu d'objets de valeur qui ne peuvent être achetés en monnaie ou saisis par les armes. Une nation qui se détourne de la richesse matérielle et poursuit un autre idéal sera, à long terme, le perdant. A cet égard, il suffit de penser aux voies suivies par l'Espagne et l'Angleterre à partir du xvi^e siècle.

« Des sociétés qui ont connu des jours meilleurs sont particulièrement vulnérables à la tentation de l'orgueil, à celle de se détourner du progrès pour contempler dans une extase de conservatisme les gloires du passé et, tel Narcisse, en mourir en s'admirant. A leurs yeux, c'est un signe de chevalerie, de sensibilité, de raffinement. Pour les autres pays c'est l'aveu

de la défaite, et les autres nations ont raison. Une société qui ne s'intéresse plus au progrès matériel s'engage sur la voie qui mène à la chambre d'embaumement des cadavres. Les pétales qui tombent sur cette société sont romantiques, mais étouffants. C'est le grand danger psychologique qui menace aujourd'hui le peuple britannique. Ce danger peut nous mener à la tombe et nous y laisser sous des pétales de rose, perdus dans une affaire sentimentale tristement douce, avec une grande nostalgie collective de notre passé. »

J'ai tenu à rendre aussi complètement que possible les idées essentielles du premier chapitre de M. Shanks pour bien mettre en évidence que ce dernier a posé avec beaucoup de lucidité, de courage et de talent le problème de la coexistence pacifique entre l'Est et l'Ouest. Les interrogations qu'il a formulées ne peuvent pas être laissées sans réponse par ceux qui ont le souci de l'avenir de la civilisation occidentale.

Malgré la longueur inhabituelle de cette chronique bibliographique, je ne pourrai accorder une place semblable aux autres chapitres de l'ouvrage. Il y en a encore huit autres — et c'est dommage parce que la plupart d'entre eux sont excellents, sinon entièrement, du moins sur beaucoup de points.

Le chômage et la théorie générale de Keynes

Le second chapitre traite de notre avenir.

Il signale d'abord que, dans les pays occidentaux, la croissance économique n'est pas entravée par l'ignorance des nouvelles techniques ou par le défaut de nouvelles machines. Nous pouvons éviter les dépressions économiques et prévenir le chômage massif — quoique nous soyons loin encore d'avoir dominé les fluctuations de l'activité cyclique. Ceci est bien conforme aux faits de l'après-guerre ¹.

Par contre, je ne partage pas les doutes de M. Shanks relatifs à l'impuissance de trouver les moyens appropriés pour résorber ces fluctuations et mieux encore pour les prévenir lorsqu'on a élucidé nettement les mécanismes qui les engendrent.

Le plus grand grief qu'on peut adresser à J.-M. Keynes est que, dans la *Théorie générale*, il n'a pas analysé les processus suivant lesquels se déroulaient les variations cycliques. Keynes a seulement proposé des remèdes en s'inspirant des thérapeutiques qu'avaient appliquées les conseillers économiques du président Roosevelt aux Etats-Unis et ceux d'Hitler dans le III^e Reich. De plus, en ce qui concerne la croissance de l'économie, il a exposé certaines idées, empruntées en grande partie à Robert Malthus, sur l'influence de l'épargne. C'est pourquoi la politique fiscale qu'a préconisée Keynes en ce qui concerne l'épargne personnelle contredit les faits actuels et est contraire aux exigences de la croissance harmonisée dans les pays occidentaux. Dans le numéro de juillet 1959 de cette revue j'ai montré que, lorsqu'on analyse attentivement les faits, ces pays sont loin de souffrir d'une surabondance d'épargne, comme le prétend Keynes. Au contraire, *il y a insuffisance d'épargne*. Aussi, au lieu de décourager celle-ci par de multiples impôts très progressifs qui la pénalisent, convient-il de l'exonérer complètement de tout prélèvement fiscal afin de la stimuler. M. Shanks n'a pas abordé cet aspect déficient de la politique keynésienne.

Il résume seulement les divers moyens par lesquels on peut faire augmenter la demande effective lorsque celle-ci est insuffisante: travaux publics, déficit du budget, baisse du taux

¹ Je l'ai indiqué au début du chapitre V du Cahier LXV de la revue *Les Etudes américaines* à l'occasion de la récession de 1957-1958 aux Etats-Unis lorsque j'ai constaté que les autorités américaines étaient arrivées à éviter les dépressions économiques semblables à celles des années 1930 mais n'avaient pu dominer les récessions.

d'intérêt, subventions aux investissements, etc. Il aurait dû souligner que pour lutter efficacement contre le chômage, il convenait d'avoir recours aux techniques économiques et financières, non pas d'une manière globaliste comme l'a préconisé Keynes, et comme les ont appliquées le plus souvent les pouvoirs publics notamment dans les pays anglo-saxons, mais d'une manière différenciée pour résorber *les maladaptations*. Les statistiques montrent que celles-ci *sont sectorielles* du moins à l'origine. *Elles ne sont pas globales* comme le suppose implicitement Keynes dans la *Théorie générale* et comme le croient aussi ceux qui sont partisans de la politique globaliste que leur a inspiré la *Théorie générale*.

N'ayant pas pratiqué d'une manière assez différenciée une politique de prêts à bon marché, de subventions à certains investissements privés et publics (logement, enseignement, recherche, formation professionnelle, etc.) et ne disposant pas d'une fiscalité à la dépense pour encourager suffisamment les investissements privés défailants et même la consommation lorsque les prêts à taux bas d'intérêt et les subventions ne suffisent pas ou ne s'y prêtent pas, les Etats-Unis n'ont pas réussi, après la guerre, à abaisser leur chômage au niveau irréductible. Ce niveau est représenté par ceux qui changent de profession et de région ou qui prennent des congés non payés lorsqu'ils changent d'entreprise ou encore qui ne peuvent pas être réintégrés dans l'activité économique en raison de leur âge avancé qui les empêche de se rééduquer. A côté de toutes ces causes de chômage frictionnel, après la guerre, il y a toujours eu aux Etats-Unis un chômage structurel permanent auquel s'est ajouté et s'ajoute périodiquement un chômage cyclique également assez important.

Après la guerre, à plusieurs reprises, la Grande-Bretagne a d'ailleurs souffert temporairement de ces deux sortes de chômage. Car sa politique économique et bancaire n'a pas été adaptée aux données contingentes de la situation économique. Il en a été ainsi notamment en 1960 comme l'a montré G. Manoussos dans son livre *Inflation, croissance et planification*.

L'inadaptation de la politique économique et bancaire est donc une des raisons majeures pour lesquelles le chômage n'a pu être éliminé d'une manière satisfaisante, surtout dans les pays anglo-saxons, et particulièrement aux Etats-Unis.

Un autre inconvénient majeur de la politique globaliste inspirée par Keynes aux gouvernements a été que l'inflation n'a pu être maîtrisée après-guerre dans ces mêmes pays — comme d'ailleurs dans d'autres pays occidentaux — même lorsque les goulots d'étranglement de la production n'ont pas freiné le développement de celle-ci et lorsque, à partir de 1950-1952, l'abondance a fait place à la pénurie.

M. Shanks a bien analysé (p. 33-40) la plupart des facteurs de la hausse des prix dans ces pays. Il a notamment mis en évidence comment cette hausse, provenant de l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande solvable dans certains secteurs, même dans la phase d'abondance où se trouvent aujourd'hui les pays industrialisés, est étroitement liée à la hausse des prix résultant de la hausse des coûts de production et de vente à la suite notamment du suremploi dans ces secteurs ou des revendications des syndicats de salariés. Il a indiqué comment les contrôles officiels sont inefficaces dans de telles situations et comment la hausse des coûts et de certains prix durant l'expansion économique pousse encore davantage les syndicats de salariés à demander et à obtenir des hausses de salaires. Toutes ces hausses incitent alors les pouvoirs publics à les freiner par la hausse du taux de l'intérêt ou par un relèvement des coefficients de liquidité des banques. Ces hausses mettent fin à l'expansion des affaires et engendrent le chômage.

Mais alors, pour résorber celui-ci, le gouvernement doit abaisser les taux précités afin de permettre aux banques d'accorder davantage de prêts et faire augmenter la demande

effective par des travaux publics, des subventions aux investissements privés. Ces interventions engendrent une nouvelle phase d'expansion. Celle-ci est de courte durée. Elle est déséquilibrée. Elle se manifeste trop fortement dans certains secteurs et pas assez dans d'autres. Elle provoque des hausses sectorielles des prix et également des hausses de salaires qui en réagissant les uns sur les autres engendrent l'inflation, puis la récession. Ainsi, les fluctuations de l'activité économique recommencent le même cycle d'expansion, d'inflation, de stagnation ou de régression et de réexpansion. M. Shanks a donc raison de conclure en écrivant, en ce qui concerne notamment son pays — et ceci est encore plus vrai pour les Etats-Unis — que *ces fluctuations de l'activité économique sont une des raisons principales pour lesquelles certains pays occidentaux ont un taux moyen de croissance bien plus bas depuis la guerre que d'autres pays et notamment les pays de l'Est.*

C'est donc en toute logique qu'il souligne que la seule manière de faire disparaître cette différence de croissance est de chercher à éliminer les alternances d'expansion et de stagnation ou de régression de l'économie occidentale. Avec raison il pense aussi que le moyen d'éviter les fluctuations des investissements dans les pays occidentaux est de régulariser les ventes aux consommateurs des biens produits par les investissements effectués puisque ces derniers dépendent en définitive de l'extension de la demande des biens de consommation. Le problème de la croissance dans les pays occidentaux est donc bien posé par M. Shanks à ce point de vue.

Mais les faits précités établissent d'abord la *nécessité de la baisse des prix pour les articles produits en masse* dans les secteurs tels que l'automobile, la télévision, les appareils ménagers et sanitaires, etc., pour lesquels dans les pays très industrialisés tels que la Grande-Bretagne, il n'y a plus de débouchés suffisants au prix actuel du marché. M. Shanks n'indique pas cette nécessité de la baisse des prix pour les articles produits en masse.

Le problème de la planification de l'économie privée

Des faits précités il résulte également la nécessité de la planification pour régulariser la croissance de l'économie privée, surtout en raison des interdépendances qui existent actuellement entre les causes de hausse des prix et les fluctuations des affaires dans une telle économie. Si l'on veut éviter que l'excès de la demande solvable par rapport à l'offre disponible fasse monter les prix à certains moments dans certains secteurs et par là le coût de la vie, ce qui encourage les syndicats à réclamer plus fortement encore des hausses de salaires, il faut empêcher la hausse des prix en coordonnant le développement de la production, afin que celle-ci puisse faire face à la demande effective dans chaque secteur sans rendre l'offre surabondante. Or, *une telle coordination dans la croissance ne peut être obtenue que par la planification.* Aujourd'hui l'inflation ne résulte pas seulement du suremploi. Elle résulte aussi à certains moments du surinvestissement global et plus encore du surinvestissement sectoriel.

Donc, pour que les investissements concernant la formation des techniciens et de la main-d'œuvre, ainsi que la production des matières premières, des biens de base, de l'énergie, etc., se développent harmonieusement dans toutes les branches proportionnellement à la demande effective des biens et des services qu'elles produisent, il convient de coordonner les variations de tous ces éléments. Une telle coordination ne peut résulter que très accidentellement de multiples coïncidences dues au hasard. D'une manière régulière, elle ne peut être obtenue que par l'étude préalable et chiffrée des relations qui existent entre tous ces

facteurs, surtout lorsque la production s'étend à partir du plein emploi. Or, la mise en évidence de toutes ces interdépendances et des bases chiffrées suivant lesquelles elles doivent se développer exigent également la planification.

Celle-ci ne peut être élaborée méthodiquement et efficacement sans les moyens d'information provenant de la normalisation comptable des entreprises. Des renseignements économiques doivent donc aller d'abord des entreprises aux organes de planification. Ensuite, ces organes doivent porter à la connaissance des agents économiques les informations globales et sectorielles qui résultent de la confrontation des différentes informations qu'ils ont recueillies auprès des entreprises et des divers secteurs. Les décisions que les agents économiques doivent prendre, dans leur intérêt comme dans l'intérêt de l'économie tout entière, doivent tenir compte des informations économiques fournies par les organes de la planification, afin de ne pas stimuler le développement des branches ou des professions virtuellement déjà encombrées et par suite la production de biens ou de services qui ne trouveront pas de débouchés.

En sens inverse, il faut éviter le suremploi de la main-d'œuvre. Ce suremploi engendre la hausse des salaires et l'insuffisance de certains biens. Il amplifie la hausse des prix qui résulte de la hausse des salaires. Les informations fournies par les organes de planification doivent donc recommander aux entrepreneurs d'arrêter l'extension de la production lorsque le plein emploi est atteint afin de ne pas provoquer la surchauffe de l'économie dans certains secteurs et la hausse des salaires. Cette hausse fait obstacle à la baisse des prix des articles produits en masse. Elle ferme donc les débouchés surtout aux biens durables de consommation. Elle engendre le chômage et la récession. Si les agents économiques étaient conscients de leurs intérêts à long terme, de telles informations devraient suffire à obtenir l'équilibre économique et la croissance régulière dans l'intérêt de tous.

Mais si, en raison de vues étriquées, les entrepreneurs ne veulent pas limiter la réalisation de leurs projets et si les syndicats des travailleurs désirent obtenir des hausses nominales — bien que factices — des salaires, alors les pouvoirs publics doivent prendre des mesures indirectes pour empêcher, dans l'intérêt général, la surchauffe de l'économie suivie du chômage et de la récession.

Pour empêcher le suremploi dans certains secteurs, *point n'est besoin de recourir à des interdictions*. Des interventions indirectes suffisent. Des impôts sur les investissements dans des branches qui se développent trop vite et des taux bas d'intérêt en faveur de celles qui se développent trop lentement permettent indirectement de prévenir la maladaptation globale aussi bien que les maladaptations sectorielles, si, au préalable, on a coordonné la croissance de l'économie par la planification. De même, l'orientation des jeunes vers les branches et les professions qui doivent se développer et qui d'après les prévisions du plan vont manquer de main-d'œuvre permettront d'éviter la pénurie de personnel dans certains secteurs si, par ailleurs, grâce à la planification, tout en réalisant le plein emploi général, on évite le surinvestissement global. De telles mesures ne sont pas contraires à la liberté économique. Avec l'interdépendance accrue, plus que jamais la liberté en société ne saurait être absolue. Elle est limitée par les exigences du bien commun. Pour chaque firme, pour chaque syndicat, pour chaque groupe, pour chaque individu, la liberté finit là où commence celle des autres.

Il est regrettable que M. Shanks n'ait pas mieux utilisé les interdépendances qu'il a mises en évidence entre l'expansion, le suremploi, l'inflation et la récession pour montrer sur le vif la *nécessité de la planification pour obtenir la coordination des entreprises privées et des diverses activités privées et publiques en vue de la croissance de l'économie occidentale*.

Certes, l'auteur est partisan de la planification. Mais il préconise tantôt la planification purement indicative et tantôt une planification plus ou moins contraignante.

Au chapitre V, consacré en grande partie à la politique des syndicats, il a montré à plusieurs reprises et avec raison la nécessité de coordonner la politique des salaires avec les autres parties de la politique économique. Ainsi, il écrit (p. 121): « Si nous devons avoir une économie planifiée comme les syndicats le désirent, il est impossible de laisser subsister les salaires comme seul élément non planifié. Pour cette raison, toutes les négociations entre syndicats, employeurs et gouvernement ne doivent pas comprendre seulement les salaires, mais tous les revenus — et encore l'ensemble de la politique économique. S'il doit y avoir une restriction en ce qui concerne les salaires, le gouvernement doit être prêt, au besoin, à *imposer* des restrictions au sujet des prix (de façon que les syndicalistes ne trouvent pas que la situation de leurs membres soit plus mauvaise à la suite de l'augmentation du coût de la vie) et des dividendes... Si, selon la planification, le gouvernement affectait davantage de crédits au bien-être, il serait moins nécessaire d'augmenter les salaires — davantage de salariés étant couverts par des fonds publics. » Ainsi, M. Shanks préconise ici plutôt la planification contraignante.

Dans le chapitre VII intitulé: « Une mission pour les modérés », M. Shanks envisage (p. 185-188) la planification d'une manière plus générale afin d'obtenir une croissance plus régulière de l'économie. Mais il semble pencher, à certains moments du moins, pour la planification purement informative et indicative:

« Mais une politique consciencieuse en vue d'obtenir une croissance économique plus rapide exige une planification à long terme ainsi que des prévisions annuelles. Un programme tout à fait radical devrait être préparé pour planifier méthodiquement la croissance économique — mais non pas comme une fin en elle-même, mais parce qu'une telle politique pourrait nous donner l'argent supplémentaire pour que notre peuple puisse bénéficier de conditions de vie meilleure et d'un niveau de vie supérieur. Malheureusement, en associant le terme « planification » à des contrôles socialistes et à une centralisation trop rigide, à Whitehall, durant les premières années d'après-guerre, ce terme est devenu, en politique, un « vilain » mot (« dirty word »). Mais durant l'hiver de 1960, le mot de « planification » revient tout d'un coup à la mode. Une conférence de la Fédération des industries britanniques demanda avec insistance au gouvernement d'accorder une priorité absolue à l'élévation du taux de croissance moyen du revenu national de 2 à 3 % par an et proposa que le gouvernement et l'industrie examinent ensemble ce que cela devrait impliquer. Des hommes d'affaires éminents ont écrit au *Times* pour préconiser un plan d'information de cinq ans s'appliquant à l'ensemble de l'économie. Les porte-parole du gouvernement se sont donnés beaucoup de peine pour démentir qu'ils aient un préjugé d'ordre idéologique contre la planification et ont fait des allusions à des plans à long terme plus importants concernant la coordination des investissements dans le secteur des transports et dans l'ensemble du secteur public. Sir William Harcourt aurait pu dire à ce sujet: « Nous sommes tous des planificateurs maintenant. »

» Il n'y a rien d'étrange ou de révolutionnaire en cela. C'est un fait qu'on commence à réaliser maintenant que si la production se développe à un taux raisonnable il faut un courant suffisant d'investissements industriels pour les fabriques et l'équipement. Mais des plans d'investissements ne peuvent s'ouvrir et se fermer comme des robinets. Plusieurs des grands projets demandent des années d'exécution. Les industriels doivent savoir s'ils pourront obtenir le capital, la main-d'œuvre et les matériaux pour aller de l'avant comme le prévoient les projets. Ils ont également besoin de certaines garanties leur assurant que le

marché, pour les biens que les nouvelles usines vont fabriquer, ne leur sera pas retiré par des restrictions du gouvernement. En bref, l'expansion demande une certaine garantie de stabilité et c'est cette garantie que la politique nationale doit s'efforcer de donner.

» Pour cette raison, une politique de croissance économique exige un Conseil central de planification présidé par le chancelier de l'Échiquier comprenant des ministres responsables des divers secteurs de l'économie nationale et un ministre chargé de la coordination de la politique du bien-être. Le Conseil des syndicats, la Fédération des industries britanniques et la Confédération des employeurs britanniques devraient également avoir des représentants auprès du Conseil de la planification. Il va sans dire que le plan ne devrait pas chercher à poser des objectifs rigides pour des industries déterminées ou dominer chaque aspect de la vie économique comme le font les plans de cinq ans dans les pays communistes. En fait, *le plan ne doit s'imposer à personne*, mais devrait chercher seulement à coordonner l'effort national. Il devrait être une conciliation de décisions indépendantes valables pour l'industrie plutôt qu'un cadre dans lequel on force l'industrie contre son gré. Il devrait être aussi ajusté périodiquement pour s'adapter aux conditions changeantes. Il devrait avoir pour but d'assurer que le taux d'investissement est suffisant pour soutenir une croissance raisonnable de production, que les plans d'investissement dans les différents secteurs de l'économie sont coordonnés et que le climat général de la politique économique est favorable à la croissance. Il est évident que les plans annuels et les décisions relatives à la politique des salaires devraient s'adapter à cette charpente générale. Les industriels pourraient fonder leurs plans sur des évaluations plus sûres qu'à présent. Ainsi, ils seraient certes plus disposés à accélérer et à élargir leurs projets d'investissements. Il n'y a rien qui porte plus à la prudence dans les salles de conseil des firmes que l'incertitude quant à la tendance future du commerce et de la politique du gouvernement.

» Mais ceci ne pose pas un problème fondamental pour *le gouvernement*. En assurant la continuité, il ne doit pas aller jusqu'au désarmement unilatéral dans la politique économique. Il *doit conserver certains moyens pour influencer rapidement l'économie*. Comment peut-il le faire sans mettre en danger la stabilité sur laquelle le plan de croissance doit être fondé? Comment peut-on combiner la stabilité avec la flexibilité? Comment peut-on à la fois encourager et discipliner les hommes d'affaires?

» La première réponse est que les plans d'investissements des secteurs public et privé seront beaucoup mieux établis qu'à présent. Cela veut dire que le Conseil de planification sera à même de connaître à l'avance quel sera le taux d'investissement à un moment donné et, s'il y avait une pression excessive, *les hommes d'affaires* seraient mis en garde que s'ils ne modifiaient pas leurs plans *la permission d'exécuter leur projet pourrait leur être refusée*. Mais ceci n'est pas toute la réponse. En fait, l'expérience des industries nationalisées a montré qu'il est extrêmement difficile de régler efficacement des programmes d'investissements de capitaux à long terme même dans le secteur public.

» Une seconde réponse est qu'une partie du travail serait effectuée en fait *par la planification des salaires, complétée par un certain contrôle des prix et des profits*. Evidemment, la planification des salaires serait absolument nécessaire à son fonctionnement. Sans cette planification, aucun plan de croissance économique à long terme sans inflation ne peut espérer avoir quelque chance de succès... Une fois que nous serons à même d'influencer directement les mouvements de salaires, jusqu'à un certain point nous pourrions nous dispenser d'avoir recours à ces moyens détournés pour diriger l'offre et la demande pour l'ensemble de l'économie. »

En automne 1961, le gouvernement MacMillan a décidé de demander l'adhésion de l'Angleterre au Marché commun. En même temps, la Grande-Bretagne a envoyé à Paris et à La Haye des commissions composées de fonctionnaires et d'industriels pour se renseigner sur la planification en France et en Hollande. Cette seconde démarche est une des preuves les plus nettes de la sincérité de la Grande-Bretagne d'obtenir son adhésion à la Communauté économique européenne. Les dirigeants britanniques ne sont donc plus hostiles à la coordination dans la politique économique comme ils l'étaient encore en 1958¹. Ils sont maintenant conscients que la planification a permis à quelques pays du Marché commun de réaliser une certaine coordination de leur économie et par-là une croissance plus élevée et régulière que celle de l'économie britannique. Un obstacle à l'intégration européenne a donc disparu¹. A ce moment historique, il était donc intéressant d'indiquer comment un auteur dynamique tel que M. Shanks conçoit la planification de l'économie privée. Moins encore que beaucoup de ses compatriotes, ce dernier ne s'embarrasse guère de préjugés. Pour cette raison, j'ai tenu à faire connaître directement ses opinions sur ce sujet important.

Or, semblable à beaucoup de continentaux partisans de la planification, M. Shanks hésite encore entre les diverses conceptions de celle-ci dans l'économie privée. Certes, il repousse la planification soviétique qui implique la socialisation des biens de production et le renoncement à l'initiative privée. Mais, après avoir déclaré que « le plan ne doit s'imposer à personne », il reconnaît que « le gouvernement doit conserver certains moyens pour influencer rapidement l'économie: la permission d'exécuter leurs projets pourrait être refusée, aux hommes d'affaires, et la planification des salaires serait complétée par un certain contrôle des prix et des profits ».

J'estime que les Occidentaux opposés sentimentalement à la planification l'accepteraient plus facilement s'ils avaient des idées plus nettes sur les diverses formes possibles de planification de l'économie privée et sur l'efficacité variable de chacune d'elles. La planification peut être presque purement indicative comme elle l'est actuellement en France et en Hollande par exemple. Mais ce stade est très insuffisant. Sans tomber dans la bureaucratie et la socialisation des biens de production, *la planification doit, pour être efficace, devenir: 1. éducative, 2. stimulante, sans pour autant être directement contraignante.*

Il ne suffit pas que *la planification* soit presque entièrement informative comme elle l'est habituellement dans quelques pays occidentaux, où l'on a commencé à l'appliquer. Il faut encore qu'elle soit *persuasive pour éclairer les divers agents économiques*. D'ailleurs, pour cette raison, j'appelle « planification éclairante » celle que je préconise depuis longtemps. En effet, chacun est porté à voir son intérêt avec des œillères. Surtout lorsqu'il s'occupe d'affaires privées, il ne voit guère l'intérêt général qui le plus souvent n'est pas apparent et immédiat, mais caché et lointain. Il convient donc d'éduquer les élites et les masses pour les rendre conscientes de l'intérêt général surtout en matière économique. Des campagnes intenses sont psychologiquement nécessaires et doivent être sans cesse renouvelées pour faire triompher l'intérêt général. Des mises en scène doivent être organisées pour frapper l'imagination. Dès 1928, les Soviétiques ont compris cette nécessité. Aussi, ont-ils présenté les plans quinquennaux ou septennaux et tout dernièrement encore leur plan de développement pour les vingt prochaines années avec de semblables mises en scène. A cet égard, les pays occidentaux ont beaucoup à apprendre des Soviétiques, non seulement en ce qui concerne la propagande politique à l'extérieur, mais aussi l'action économique à l'intérieur. Sans un plan d'éducation et de persuasion vigoureusement et méthodiquement

¹ Voir le cahier LXVII de la revue *Les Etudes américaines*, intitulé: « Marché commun et Zone de libre-échange », p. 26 et p. 30-32.

appliqué, l'information économique risque de rester sans effet à l'égard de la plupart des dirigeants des groupes de pression et aussi de la plupart de leurs membres qui sont obnubilés par des intérêts à courte vue ¹.

La planification éclairante ainsi comprise n'est pas contraire à la liberté. Au contraire, elle est la première condition de la liberté individuelle. Car la liberté ne doit pas être confondue avec la fantaisie. Est seulement libre celui qui se décide en connaissance de cause. Sans formation préalable et encore sans information précise et exacte sans cesse renouvelée et adaptée, il n'y a pas de liberté possible en matière économique. Pour cette raison, la planification éclairante est fondée d'abord et avant tout sur la prise de conscience par les entrepreneurs, les travailleurs, les épargnants, etc., des impératifs économiques, fiscaux et sociaux et sur des informations statistiques d'ordre économique. Là où il n'y a pas de planification éclairante, il ne peut y avoir de décisions raisonnées et raisonnables, et, par suite, de liberté. Sans planification, les agents économiques ne peuvent que prendre leurs décisions dans l'obscurité et par suite au hasard et au petit bonheur la chance. Sans planification du développement harmonisé des divers secteurs et des divers facteurs de la production, c'est-à-dire sans éclairage, l'économie privée ne peut se développer qu'à tâtons et dans la nuit, mais pas en connaissance de cause et par suite pas dans la liberté.

Malheureusement, en Occident, beaucoup d'intérêts privés sont encore trop obnubilés par les mystiques économiques et par les effets fallacieux attribués à la publicité commerciale pour que les campagnes d'information économique même renouvelées arrivent à les convaincre tous. Certains d'entre eux auraient encore les vues faussées par des intérêts immédiats et apparents. Aussi, une planification même fortement éducative et persuasive risque de ne pas être entièrement suivie, du moins dans un délai raisonnable. Pour cette raison et afin d'être efficace, *la planification de l'économie privée, en même temps qu'éclairante, doit être encore stimulante, sans pour autant recourir directement à la contrainte*. L'économie collectiviste, qui a socialisé les moyens de production et fonctionnarisé les dirigeants des entreprises ainsi que les dirigeants des groupes de pression, est structurellement adaptée pour recourir à la contrainte afin que l'économie soit conforme au plan. Ne disposant pas de semblables moyens, *l'économie privée* ne l'est pas. Elle *ne doit donc pas directement imposer mais stimuler indirectement* les agents économiques en accordant des avantages fiscaux (diminution ou exonération d'impôts) et financiers (prêts sélectifs à intérêt bas) aux entrepreneurs, aux travailleurs et éventuellement aux consommateurs qui se conforment aux recommandations du plan. Pour arriver à cette fin, les pays occidentaux doivent remplacer l'impôt sur le revenu par l'impôt différencié à la dépense et pratiquer une politique sélective des prêts et même dans certains cas de subventions. C'est par ces interventions indirectes — qui ne sont pas opposées à l'entreprise privée, à la liberté du travail et à celle de la consommation — qu'une planification efficace peut obtenir les ajustements correctifs que l'éclairage du marché et des campagnes d'information ne permettraient pas d'atteindre seulement par la persuasion.

Les avantages obtenus par ceux qui suivraient les indications du plan ne seraient pas contraires à la liberté. En effet, en société, pour chaque individu, pour chaque firme ou pour chaque syndicat, etc., la liberté finit où commence la liberté des autres. Or, l'intérêt commun des habitants d'un pays, comme l'a montré M. Shanks au début de son livre, est d'arriver

¹ Voir numéro spécial d'août 1961 de la *Revue économique et sociale*, p. 42-47 et « Etude de l'économie politique et préparation aux affaires privées et aux affaires publiques » dans le Recueil des travaux publié à l'occasion du Cinquantenaire de l'Ecole des H.E.C. de l'Université de Lausanne, p. 151, 156 et 158-159.

à régulariser et à élever la croissance de l'économie. Pour cette raison, les mesures stimulantes précitées sont nécessaires à la réalisation de la liberté en société.

Dans l'avant-dernier chapitre, M. Shanks revient sur la planification et écrit (p. 217-218) notamment encore à ce sujet: « Dans ce livre, j'ai souligné à plusieurs reprises la nécessité d'une planification plus grande; mais ici et là je dois me dissocier de cette forme de planification qui commence à être un substitut de la concurrence. Si des hommes d'affaires se réunissent en vue de « planifier le marché » pour éliminer la concurrence entre eux, leur cas relève de la « Restrictive Practices Court ». Cependant, beaucoup de personnes appartenant à la gauche en politique pensent que l'Etat devrait se comporter d'une manière semblable. Il a été suggéré, par exemple, que l'expansion de l'industrie automobile britannique devrait être planifiée par le Gouvernement en vue d'éliminer le danger d'inutiliser une partie de l'appareil productif et toute menace de chômage à Birmingham ou à Coventry... La planification devrait avoir pour objectif de promouvoir l'expansion et non pas d'esquiver la concurrence. La planification qui aurait ce dernier but serait beaucoup plus nocive qu'utile. »

Il serait trop long ici de montrer comment pratiquement la planification peut et doit être compatible avec la concurrence des entreprises privées, ainsi que le réclame avec raison M. Shanks. Mais il faut retenir que ce dernier s'est rendu compte qu'il y avait là un problème important et urgent à résoudre, surtout dans les branches qui ne trouvent plus de débouchés suffisants à leurs articles produits en masse aux prix actuels du marché, ce qui est le cas de l'automobile, de la télévision, de l'équipement ménager et sanitaire, etc.

Syndicats et groupes de pression

M. Shanks a consacré un long chapitre (le quatrième) aux problèmes que suscitent les syndicats de son pays et il a examiné également certains aspects des questions syndicales dans les autres chapitres. Ici, il n'est pas possible de résumer les situations engendrées par le syndicalisme britannique qui est très fortement organisé. En raison du droit reconnu habituellement aux syndicats britanniques de monopoliser l'offre de la main-d'œuvre dans une branche (closed shop), il en résulte certains abus graves que ne connaissent pas encore les pays continentaux industrialisés. Le lecteur qui s'intéresse à ce problème important pourra lire le livre de M. Shanks et aussi celui d'Eric Wigham intitulé: *What's wrong with the Unions?* publié dans la même série spéciale des « Penguin Books ». La plupart des critiques que M. Shanks adresse aux syndicats sont pertinentes.

Certaines solutions qu'il préconise pour résoudre le problème syndical sont bien adaptées. Ainsi il écrit (p. 124): « Dans ce nouveau système, une tâche majeure pour le Conseil des syndicats consisterait à persuader ses membres d'être plus souples et de coopérer davantage à l'introduction de plusieurs équipes successives (souplesse et coopération sans lesquelles les investissements industriels rencontrent aujourd'hui de sérieux obstacles), d'éliminer les pratiques restrictives et d'utiliser les méthodes de l'étude des tâches, etc. »

Ses suggestions sont beaucoup moins heureuses lorsqu'il préconise d'introduire en Grande-Bretagne certaines clauses des conventions collectives appliquées aux Etats-Unis (p. 132-134) et surtout de s'inspirer de l'exemple syndical suédois (la fin du chapitre V est intitulé: « The Swedish example »).

Sur certains points, les abus des syndicats américains sont encore plus graves que ceux des syndicats britanniques, comme je l'ai montré notamment dans le numéro spécial d'août 1961 de la *Revue économique et sociale* (p. 45 et 46 et la note).

Quant à l'organisation suédoise, elle ne saurait être proposée dans son ensemble comme solution du problème syndical. Au point de vue croissance de l'économie, elle a abouti

à des résultats aussi néfastes que les pratiques syndicales américaines. Avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la Suède est le pays qui, depuis 1950, a le taux de croissance le plus bas parmi les pays occidentaux industrialisés. C'est ce que constate en Grande-Bretagne le 4^e rapport de juillet 1961 (p. 5) du Conseil sur les prix, la productivité et les revenus, dans un graphique consacré aux leçons de l'expérience. Etant donné que M. Shanks a reconnu que la régularisation et l'élévation du taux de croissance de l'économie britannique est un des buts les plus importants que celle-ci doit atteindre, les moyens mis en œuvre par les syndicats suédois ne conviennent donc pas pour obtenir un des objectifs essentiels de M. Shanks.

Les différends collectifs concernant les taux des salaires et les conditions de travail comme d'autres problèmes tels que ceux des investissements, des impôts, de la politique des prix, etc. sont aujourd'hui tranchés obliquement dans les pays occidentaux par l'influence des groupes de pression ou par des compromis égoïstes intervenus entre certains de ces groupes. La solution de ces conflits collectifs ne devrait pas dépendre des vues étriquées de ces groupes. Après formation générale de leurs dirigeants et information spéciale des intéressés relative à chaque problème particulier, *les conflits subsistants devraient être tranchés par des tiers départageants* compétents et indépendants (voir numéro spécial d'août 1961 de la *Revue économique et sociale*, p. 42).

Ainsi, certaines suggestions de M. Shanks en matière syndicale et même en ce qui concerne certains aspects de la politique des prix appellent des réserves.

Egalité des chances et méritocratie

Il n'en est pas de même en ce qui concerne l'égalité des chances qui devrait aboutir à ce qu'on appelle en Grande-Bretagne la « méritocratie », c'est-à-dire un gouvernement fondé sur le mérite. A cet égard, les idées essentielles de M. Shanks doivent être encore traduites. Il écrit (p. 166-168):

« A mon avis, l'inégalité des chances est la plus nuisible de toutes au point de vue du bien-être national et de l'efficacité.

» Tout d'abord elle est préjudiciable parce qu'elle engendre le gaspillage. La qualité de chef doit souffrir si les chefs sont choisis dans un milieu trop limité. Une société qui est appelée à prospérer doit se préoccuper d'utiliser au mieux ses ressources humaines. Ceci ne peut être obtenu que si le travail et les responsabilités de chaque individu correspondent à ses talents. Comment pourra-t-on arriver à ce résultat si chaque individu ne jouit pas de l'égalité des chances pour développer ses capacités ? Si nous devons avoir une élite — et il est réellement difficile de voir comment une société peut fonctionner sans celle-ci — efforçons-nous au moins d'obtenir la meilleure élite possible, basée sur le mérite, et non pas sur la richesse ou la naissance...

» De plus, le mérite a un autre grand avantage à part son efficacité plus grande. Ses membres sont susceptibles de changer avec chaque génération. Un inconvénient majeur de la classe dirigeante basée sur l'hérédité réside dans le fait que, avec chaque génération, ses membres s'éloignent toujours davantage des masses populaires... Tout privilège peut être déplaisant; mais un privilège qui ne correspond pas à un mérite est certes le plus odieux et se justifie le moins... Une classe dirigeante basée exclusivement sur le mérite aurait moins tendance à perdre contact avec la masse de la population d'où elle tirerait continuellement de nouvelles recrues... Les personnes qui atteindraient les rangs supérieurs d'une société où la concurrence se déploie réellement seraient les plus capables — bien qu'elles ne fussent pas nécessairement celles qui se sont distinguées le plus au point de vue intellectuel ou académique...

» Le troisième argument en faveur de l'égalité des chances — abstraction faite de sa justification éthique qui est évidente — montre que l'homme capable dont les ambitions sont frustrées en raison de l'absence de chances représente un des plus grands dangers pour la société. Il est dangereux en proportion de sa capacité. De tels individus deviennent facilement aigris. Dans des circonstances extrêmes, ils deviennent des révoltés politiques et des extrémistes. Il n'y a pas de doute que quelques individus qui ont été les plus actifs lors des grèves perlées depuis la guerre appartiennent à cette catégorie... Ayant le sentiment d'avoir été trompés par la société, ils se sont toujours attendus à d'autres escroqueries — et n'ont pas été opposés à en faire eux-mêmes... »

M. Shanks conclut avec raison :

« Toute société décente aura certes le désir, pour des raisons de moralité et d'efficacité, de permettre à tous ses membres d'utiliser au mieux les talents qu'ils possèdent. C'est un des cas où la sagesse et la moralité sont d'accord. Une société qui pratique l'égalité des chances est appelée à être une société hautement compétitive et, pour cette raison, une société hautement dynamique...

» Une société hautement compétitive avec une grande mobilité sociale et une égalité des chances pour tous n'est aucunement incompatible avec une inégalité considérable en ce qui concerne les récompenses. En fait, de telles inégalités sont nécessaires pour procurer les différences (terme de la classe populaire) ou les stimulants (terme de la classe moyenne) qui inciteront les individus à tirer profit des occasions qui leur sont offertes en vue d'arriver au sommet. Il y a des arguments sans fin sur l'ampleur de ces stimulants; mais il est indiscutable que des différences subsistent. »

Toutes ces remarques de M. Shanks sont très pertinentes et en accord avec les faits. En effet, il ne faut pas oublier que l'économie soviétique a fait rapidement de grands progrès techniques et a augmenté régulièrement son revenu national depuis 1929, année où elle a introduit résolument, en même temps que la planification, l'égalité des chances par l'instruction généralisée et la formation professionnelle accordée gratuitement à tous avec, comme stimulant, l'inégalité des rémunérations d'après le rendement. En Russie soviétique, depuis les années 1930, l'éventail des salaires est beaucoup plus ouvert qu'en Occident.

Si les pays occidentaux n'appliquent pas mieux qu'ils ne le font actuellement l'égalité des chances ainsi que la planification dans le développement des divers secteurs de l'économie et en ce qui concerne la politique des prix, des salaires, des impôts, des investissements, des amortissements, etc., il est à craindre qu'ils n'atteignent jamais la régularité de croissance et l'efficacité de l'économie soviétique. Pour cette raison majeure encore l'égalité des chances doit être beaucoup plus pratiquée qu'elle ne l'est aujourd'hui en Occident. D'autant plus qu'une plus grande égalité des chances est un des principaux arguments que les pays de l'Est font valoir en faveur du collectivisme, surtout auprès des jeunes.

Du reste, comme l'indique M. Shanks (p. 173-174), l'égalité des chances est un moyen sain pour aboutir non seulement à une société dynamique, mais encore, dans une certaine mesure, à une société sans classes. Par suite, cette égalité pourrait diminuer efficacement les antagonismes entre les groupes sociaux. La grande difficulté est de faire pénétrer assez profondément, par une éducation sans cesse renouvelée, l'égalité des chances dans les mœurs des divers pays pour que leurs dirigeants ne puissent pas obliquement l'affaiblir au profit de leurs descendants ou de leurs amis.

C'est également pour les idées concernant la circulation des élites, dont Pareto avait déjà montré l'importance déterminante à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, que le livre de M. Shanks mérite encore une lecture attentive et une méditation approfondie.